



Des observateurs internationaux en route pour les élections au Honduras

(Toronto, Ont.) – Un réseau international d’organisations des droits de la personne délèguera 180 observateurs électoraux officiels au Honduras du 17 au 27 novembre 2013 pour observer les prochaines élections générales qui auront lieu le 24 novembre.

Common Frontiers Canada coordonne la composante canadienne de la délégation, qui comprendra des représentants de nombreuses organisations syndicales, de groupes communautaires, d’universitaires et d’un ancien chef de la Première nation algonquine d’Ardoch. La mission d’observation se rendra dans de nombreuses localités du pays pour rencontrer les collectivités et les groupes touchés par l’investissement canadien dans les mines, par les *maquiladoras* ainsi que par la grande industrie du tourisme.

Le Honduras, amplement considéré comme la capitale mondiale du meurtre, a atteint le nombre record de 7 172 homicides en 2012 (source : Nations Unies).

Depuis 2010, il y a eu plus de 200 personnes assassinées pour des motifs politiques et le Honduras est maintenant considéré comme étant un des endroits les plus dangereux pour les journalistes. Selon le rapport de Human Rights Watch pour l’année 2013, le Honduras affiche le plus haut taux d’assassinats de journalistes par rapport à sa population.

La principale organisation de défense des droits de la personne du Honduras, COFADEH, a documenté les cas d’au moins seize militants et candidats du principal parti d’opposition, LIBRE, victimes d’homicide depuis juin 2012.

La mission a lieu dans la foulée de l’annonce par le Canada de la signature de l’accord de libre-échange Canada-Honduras. Raul Burbano, chef de la délégation pour Common Frontiers, a affirmé qu’*“Il est déconcertant de voir que le gouvernement canadien oriente ses efforts vers la hausse des profits des sociétés grâce au commerce et à l’investissement en plein milieu d’une crise politique et des droits de la personne au Honduras”*.

Des membres du Sénat des États-Unis ont exprimé de sérieuses inquiétudes relativement à l’escalade de la répression et au climat général de peur dans lesquels s’inscriront les élections présidentielles. Ils ont souligné le « schéma de violence et les menaces contre des journalistes, des défenseurs des droits de la personne, des membres du clergé, des dirigeants syndicaux, des personnalités de l’opposition, des étudiants, des petits fermiers et des militants LGBT.

Plutôt que de résoudre la crise, le président, Porfirio Lobo Sosa, a répondu par la militarisation du pays et le déploiement de 1 300 soldats dans les rues au nom de l’opération liberté. Les critiques en matière politique jugent que cette action n’a fait qu’exacerber le problème.

Pour plus d’information : Raul Burbano, directeur de programme à Common Frontiers : (416) 522 8615 ou burbano@rogers.com ou Honduras 011 504 89014511

www.commonfrontiers.com

COMMON

FRONTIERS

CANADA